

JEAN MICHEL MASSON  
JEAN SOHN

## Le PCF et les intellectuels : après le Conseil national, la normalisation ?

Le Parti communiste français organisait les 9 et 10 février derniers un conseil national sur le thème : « Les intellectuels, la culture et l'avancée démocratique au socialisme. » L'objectif de ce conseil national n'était évidemment pas de résoudre la question de l'unité politique entre ouvriers d'industrie et travailleurs intellectuels, ou de déterminer le rôle de ces derniers dans la lutte de classes concrète en France. Non ! Ce conseil national devait être l'occasion, pour la direction du PCF, d'une remise en ordre à l'intérieur du parti, notamment parmi les intellectuels. Le bureau politique entend convaincre les militants, par le rappel au respect de ce qu'il appelle « centralisme démocratique », que les incidents qui ont suivi les élections législatives de mars 1978 sont maintenant clos. En effet, la rupture de l'Union de la gauche, puis l'échec électoral ont libéré les critiques à l'intérieur du PCF : les journaux se sont ouverts aux « tribunes libres » de militants communistes, certains intellectuels ont porté la discussion sur la place publique. Enfin, plus récemment, les prises de positions de la direction du PCF (affaire Fiszbin, rapport avec le Parti socialiste, Afghanistan) ont encore aggravé le « malaise » des militants et particulièrement des intellectuels.

Cette normalisation — dont le Conseil national ne constitue qu'un aspect — nous permet de revenir sur les rapports que le PCF entretient, notamment depuis Mai 68, avec l'intelligentsia en général, et de nous interroger sur sa conception politique de « l'alliance de la

classe ouvrière et des intellectuels» en tant que facette de sa stratégie permanente d'« Union du peuple de France », c'est-à-dire de collaboration de classes. Car, la tenue du conseil national, comme la fusion intervenue entre *France nouvelle* et la *Nouvelle critique* qui a donné naissance à l'hebdomadaire *Révolution*, ou la disparition de l'Institut Maurice-Thorez et du CERM qui sont remplacés par un seul Institut de recherches marxistes, sont autant de manifestations vivantes d'une accentuation de la crise du stalinisme en France.

## De la guerre d'Algérie à la rupture de l'Union de la gauche

Il n'est pas possible ici de retracer l'histoire des relations complexes qui ont toujours existé entre le PCF et les intellectuels<sup>1</sup>. La politique d'ensemble du PCF n'a jamais cessé de déterminer les liens qu'il entretient avec les intellectuels : que ce soit pendant le Front populaire, la Résistance, après la Libération ou aujourd'hui. Pourtant, les rapports entre le PCF et les intellectuels ne sont jamais une simple question de conjoncture et de circonstances : au contraire, cette politique d'alliance entre le PCF et les intellectuels illustre une recherche constante de formes de collaboration de classes, même si l'évolution de la lutte de classes en France et les rapports de forces internationaux peuvent bien évidemment l'influencer.

Durant le Front populaire, la Résistance et la Libération le PCF avait su influencer et gagner des milliers d'intellectuels. La Guerre froide, la période du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS — avec le silence que la direction Thorez-Duclos fit au sujet du fameux rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline — les événements de Pologne et de Hongrie en 1956, ainsi que le relatif isolement dans lequel se trouve alors le PCF, vont, à l'inverse, éloigner progressivement beaucoup d'intellectuels du parti et marquer, particulièrement parmi ceux-ci, une nouvelle étape de la crise du stalinisme français. Des intellectuels comme Henri Lefebvre, E. Morin quittent le parti. En 1958, à la suite de l'exclusion d'Annie Kriegel et Victor Leduc du comité de rédaction de la *Nouvelle critique*, E. Bottigelli, Desanti, L. Sebag donnent également leur démission<sup>2</sup>.

La guerre d'Algérie et les positions prises par le PCF vont creuser le fossé avec les intellectuels<sup>3</sup> : l'existence de l'UNEF et les débats agités de l'Union des étudiants communistes qui est alors divisée en trois « tendances » (les suivistes de la direction, les « Italiens » qui voient dans le PCI un modèle de déstalinisation, et la gauche, trotskysante et maoïsante) auront certaines répercussions au sein du PCF au cours des années soixante<sup>4</sup>.



Le CERM (Centre d'études et de recherche marxistes) est créé en 1959, essentiellement sous l'impulsion de Laurent Casanova qui est alors responsable des intellectuels vis-à-vis du bureau politique et sera d'ailleurs éliminé un peu plus tard. Après le coup d'État gaulliste de 1958, la classe ouvrière mit plusieurs années à recomposer ses forces : deux débats ont alors dominé les intellectuels du parti. Malgré leur aspect relativement abstrait, ils se ramenaient en dernière analyse, à la politique concrète du PCF. Ce fut d'abord Garaudy qui revendiqua pour le marxisme d'être la « plus haute forme de l'humanisme » et essaya de fonder en théorie le rapprochement pratique qui s'amorce entre le PCF et les chrétiens dans la perspective de l'Union du peuple de France. On sait que les théories de Garaudy l'ont emmené fort loin du mouvement ouvrier, et bien près des rivages de l'idéalisme bourgeois le plus traditionnel. Néanmoins, les positions de Garaudy — qui était aussi membre du bureau politique et un intellectuel de renom — constituaient, de fait, une critique des « lenteurs de la déstalinisation » du PCF<sup>5</sup>. Garaudy sera exclu en 1969, premier martyr, finalement, de l'« eurocommunisme » des années soixante-dix.

Ensuite vint Althusser, qui prône un « retour à Marx », un marxisme débarrassé de toutes ses « impuretés » hégéliennes, idéalistes et humanistes. Althusser, à travers ses deux œuvres « maîtresses » — *Pour Marx*, en 1965, et *Lire le Capital*, en 1966 — ainsi que les intellectuels et les étudiants qu'il influence, appelle, en partie sous l'impact de la « voie chinoise » et de la « Révolution culturelle », à une nouvelle virginité révolutionnaire du PCF. Le courant althusserien, derrière une orthodoxie apparente, a été la mauvaise conscience de beaucoup d'intellectuels du PCF avant Mai 68<sup>6</sup>.

Les positions « théoriques » de Garaudy et d'Althusser ne sont d'ailleurs contradictoires qu'au niveau de leur abstraction. Et si elles dominèrent les débats internes du PCF avant 68, elles cachaient, chacune à leur manière, la nature des véritables contradictions du PCF. Celles-ci ne concernaient pas plus l'héritage de l'humanisme bourgeois que la « coupure épistémologique » dans l'œuvre de Marx, mais bien la politique concrète du PCF dans le cadre de la république gaulliste. Très peu de voix s'élevèrent alors, au sein du PCF, pour dénoncer l'appui au candidat bourgeois Mitterrand en 1965. Car, même si l'influence du PCF parmi les intellectuels avait pâli à cause de son attitude durant la guerre d'Algérie, il apparaissait toujours, sinon comme un parti révolutionnaire, du moins comme le seul véritable parti d'opposition à la V<sup>e</sup> République. Ni les althussériens ni Garaudy ne remettaient en cause les aspects concrets de la politique du PCF. Les événements de Mai-Juin 68 allaient faire voler en éclats ces débats académiques et mystificateurs sur l'humanisme ou sur le



retour à Marx, révéler spectaculairement les contradictions du PCF et entamer son hégémonie chez les intellectuels.

En 1966, lors du comité central d'Argenteuil sur la question des intellectuels et de leur place dans le parti, la direction du PCF avait su tirer les enseignements des vingt années écoulées : « Argenteuil voulait inaugurer une politique culturelle nouvelle, une plus grande autonomie des intellectuels et rompre avec les aspects les plus caricaturaux du stalinisme et de la caporalisation des intellectuels »<sup>7</sup>. Pourtant, comme le reconnurent plus tard Francis Cohen, directeur de la *Nouvelle critique*, et Pierre Juquin : « Mai 68 a été une épreuve politique — au sens propre — pour le PCF »<sup>8</sup> et singulièrement chez les travailleurs intellectuels, ceux qui pouvaient plus facilement être influencés par les organisations d'extrême-gauche, ou qui, plus simplement, avaient pu vérifier, dans la pratique de la grève générale elle-même et la conjonction d'intérêts qui avait commencé, ici et là, à se réaliser entre ouvriers, employés et des couches intellectuelles (étudiants, professeurs, techniciens) que le PCF avait perdu, depuis longtemps déjà, son caractère révolutionnaire.

Aussi, dans les années qui suivront Mai 68, la direction du PCF va-t-elle s'efforcer de faire face au malaise apparu parmi les intellectuels du parti et, pour cela, mettre en œuvre une politique d'« ouverture », dont la *Nouvelle critique* dépoussiérée fut l'instrument privilégié, même si la vieille garde stalinienne — les Kanapa, Stil, Wurmser, Guy Besse, etc. — conserve encore la haute main sur les questions intellectuelles, comme le prouve l'interdiction à la fête de l'Humanité en 1972 du livre *De la Chine* d'A. M. Macchiocchi.

C'est l'époque où Jacques Chambaz — alors « responsable aux intellectuels » puis démissionné quand « l'ouverture » fit place à la division forcenée — écrivait : « Le Programme commun est un programme libérateur pour la culture parce que libérateur pour la société »<sup>9</sup>. Avec la condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, la signature du Programme commun, la place prépondérante réservée aux couches intellectuelles dans l'Union de la gauche, beaucoup parmi les intellectuels du PCF crurent que le parti s'était définitivement mis en orbite de « déstalinisation ». La suppression, en 1977, lors du XXII<sup>e</sup> Congrès, de la référence à la dictature du prolétariat et du « marxisme-léninisme » des statuts du parti ne rencontra pas non plus beaucoup d'opposition, sinon dans le courant représenté par Althusser et Balibar. Alors que le PCF tolère des revues (*Dialectiques*, etc.) animées par des intellectuels « dissidents », qu'Elleinstein est presque promu historien officiel en stalinologie, la rupture de l'Union de la gauche en 1977 va avoir chez les intellectuels des répercussions importantes. La direction en



profite pour redéfinir le rôle et la place des intellectuels dans le parti : c'était la tâche du Conseil national des 9 et 10 février.

### « L'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière », une étape vers l'Union du peuple de France

La très longue résolution du conseil national<sup>10</sup> n'apporte rien de nouveau : ni dans l'analyse des classes sociales, ni dans la définition du travail parmi les intellectuels. Elle rappelle l'analyse traditionnelle du PCF sur la culture et les intellectuels : la salarisation croissante des couches intellectuelles, la crise de l'idéologie bourgeoise (elle-même reflet de la crise des monopoles), la « guerre idéologique » dont elles sont l'enjeu, tant de la part de la grande bourgeoisie que de la social-démocratie, tout cela définit le cadre de l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière : « Frappés ensemble par la politique d'austérité, intellectuels et ouvriers sont objectivement solidaires pour en dégager la France. » Pourtant, à l'occasion de ce conseil national, il n'est pas inutile de se pencher sur la politique du PCF en direction des travailleurs intellectuels.

Le *Traité d'économie marxiste*, paru en 1971, relevait déjà une tendance à la « généralisation de l'exploitation de l'ensemble des couches non monopolistiques »<sup>11</sup>. Prenant acte de la modification profonde de la formation sociale en France — le nombre de professions intellectuelles (techniciens, ingénieurs, etc.) ne cesse d'augmenter pour atteindre aujourd'hui près de 4 millions de personnes, c'est-à-dire près de 20 % de la population active globale — le PCF écrit : « Aujourd'hui, il ne s'agit plus de ralliements individuels (de l'intelligentsia à la classe ouvrière, NDLR), mais d'une entente à établir entre des couches sociales ayant des intérêts communs et qui peuvent construire ensemble un avenir démocratique »<sup>12</sup>.

Ainsi, le PCF ne pense-t-il pas en termes d'élargissement du prolétariat intégrant de nouvelles fonctions — c'est-à-dire également la tendance à la prolétarianisation croissante du travail intellectuel<sup>13</sup>, mais seulement en termes de glissement de couches intermédiaires de la bourgeoisie vers la classe ouvrière.

Dans cette perspective, centrale pour le PCF (cf. Le problème de l'UGICT et des cadres), tous les ingénieurs, cadres et techniciens — quelle que soit leur place dans le procès de travail — sont également victimes du capitalisme monopolistique d'État et de Giscard. En réduisant les contradictions importantes et inhérentes à la prolétarianisation du travail intellectuel à la seule forme visible de la salarisation, en mettant tous les ITC dans le même sac, en lançant avec



l'UGICT un syndicalisme de « cadres » — ce qui évite bien entendu de poser les contradictions qui traversent ces professions, notamment celles de l'encadrement — le PCF illustre parfaitement ce qu'il entend par l'Union du peuple de France.

D'un autre côté, en défendant l'intégrité des frontières du prolétariat réduit à son noyau directement productif, le PCF défend son identité de « seul parti révolutionnaire de la classe ouvrière », tous les autres (Parti socialiste, CFDT, extrême gauche) étant des partis de couches moyennes et intermédiaires. C'est dans ce sens-là que s'est élaborée la « théorie » du PCF : non pas depuis une analyse scientifique des classes sociales et du processus de prolétarianisation; mais, au contraire, dans l'autre sens : depuis la nécessité de démontrer l'inactualité objective de la révolution socialiste vers une pseudo caractérisation des classes sociales. Cette caractérisation est « fonctionnelle » pour la politique quotidienne du PCF : la notion de couche a en effet un rôle charnière car elle permet à la direction du PCF de justifier sa pratique de collaboration de classes. Puisqu'il y a couche, il y a alliance (premier temps), puisqu'il y a alliance, il y a compromis entre la classe ouvrière et ses alliés, il faut donc une étape démocratique (deuxième temps).

À cette « alliance », à cette « étape », nous opposons quant à nous l'unité objective, sinon organique (au sens où Gramsci comprenait ce concept) des travailleurs intellectuels et du prolétariat d'industrie dans la lutte pour le socialisme et non pas seulement pour des « avancées démocratiques ». En effet, le développement du capitalisme accélère la prolétarianisation du travail intellectuel; pour autant, cette prolétarianisation, d'une part ne touche pas la totalité des professions intellectuelles, ni l'ensemble de leurs structures, d'autre part tous les intellectuels ne sont pas prolétariés, enfin la prolétarianisation objective ne règle pas d'emblée le problème de la nature de classe. C'est au travers de tous les combats de la lutte de classe qu'à l'Université, dans les laboratoires, les entreprises, les travailleurs intellectuels prolétariés peuvent prendre conscience de la coïncidence de leurs intérêts — et pour les intellectuels non prolétariés mais parfois paupérisés et toujours soumis violemment aux contradictions de la société bourgeoise, particulièrement dans le domaine de la science et de la culture de la conjonction de leurs intérêts — avec ceux de l'ensemble de la classe ouvrière. Comme l'écrivait Mandel : « La nature même du travail intellectuel fait que ceux qui entrent dans cette profession, les étudiants et les praticiens [...] sont très sensibles à l'aspect absurde de cette parcellisation et de cette aliénation du travail dans leur domaine »<sup>14</sup>. Cette unité objective entre ouvriers, employés et travailleurs intellectuels n'a pas encore trouvé de forme politique concrète, en raison de la poli-



tique des organisations ouvrières traditionnelles: de ce point de vue, l'« alliance » du PCF et le « front de classe » du PS sont les réponses, en termes de collaboration de classes, à la question de la place des intellectuels dans la lutte de classes aujourd'hui. Le contenu politique de cette unité objective — que fonde le procès de prolétarianisation — entre les travailleurs intellectuels et ouvriers, ne peut pas être une « avancée démocratique », un nouveau Programme commun, pour la révolution socialiste.

## Les intellectuels et la crise du stalinisme

Comme la rencontre de quatre cents intellectuels à Vitry en 1978, à Bobigny les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 79, le conseil national du 9 et 10 février visait en réalité des buts beaucoup plus immédiats que la question « théorique » de l'alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels.

Le premier est de continuer la politique forcenée de division engagée en septembre 77, de la justifier parmi les intellectuels du parti (parce que, semble-t-il, c'est là où elle « passe » le plus difficilement), afin d'attaquer systématiquement le PS « qui fait chorus avec tous les thèmes idéologiques du pouvoir et parfois donne lui-même le ton. » Ainsi, alors que le discours de Marchais aux intellectuels le 9 juin 1977 ne contenait pas un mot sur le PS, le texte actuel du PCF critique longuement la notion de « front de classe » du Parti socialiste.

Le deuxième objectif, et le plus important, du conseil national, est, bien sûr, de faire face au mécontentement grandissant, et particulièrement chez les intellectuels du parti, vis-à-vis de la ligne de la direction du PCF. Le texte de la résolution, comme d'ailleurs la composition du futur comité de rédaction de *Révolution* est un savant compromis entre la direction du PCF et un certain nombre d'intellectuels du parti : avec la réaffirmation de l'importance de la « recherche théorique », de l'autonomie des intellectuels (l'unité n'est pas la diversité) soupape d'échappement à l'écatement des contradictions de la ligne actuelle. Si la « continuité avec le XXIII<sup>e</sup> Congrès » est réaffirmée, la résolution enterre toute possibilité d'alliance avec le PS : « L'un des effets négatifs de cette période précédente fut en effet de trop renvoyer la recherche de toute solution à l'élaboration de programmes achevés pour les diverses actualités, de privilégier les initiatives au sommet par rapport à l'organisation d'actions concrètes. »

Les « tribunes libres » publiées par *l'Humanité* pour préparer ce conseil national n'ont posé aucune des interrogations les plus



pressantes des intellectuels ou des militants du PCF sur sa politique présente. Au contraire, elles ont servi de caution à la direction pour continuer son offensive contre le PS et, en général, de division. Ainsi, à lire Claude Frioux, Hincker, Fiszbin, le danger principal qui menacerait le PCF serait « l'ouvriérisme » : « Il a suffi que les résultats électoraux témoignent de la perméabilité des intellectuels au réformisme (c'est-à-dire au PS, NDLR) [...] pour que le parti à tous les niveaux ait vu renaître un ouvriérisme que je pensais révolu. » (*l'Humanité*, 10 janvier). Ou Claude Frioux : « Cet ouvriérisme continue à faire des ravages dans notre propagande et risque de contaminer le fond de notre politique » (19 janvier). Fiszbin écrit encore dans *l'Humanité* du 7 janvier : « Dans la difficile situation créée par les choix du Parti socialiste, tout s'est passé comme si nous considérions [...] que les intellectuels devaient fatalement choisir la droite ou la social-démocratie... » Limiter les critiques vis-à-vis de la direction du PCF à la dénonciation de l'ouvriérisme, c'est faire le jeu de celle-ci, alors que, dans un *Manifeste pour la mise à mort du stalinisme en France* — non publié par *l'Humanité* — des intellectuels du parti (Buci-Glucksmann, London, Elleinstein, Faye, Kehayan, etc.) réclament qu'« au lieu de parler des métiers d'intellectuels, *l'Humanité* ouvre ses colonnes à un débat politique général, [pour] un congrès extraordinaire du PCF ». D'autres intellectuels du PCF dénoncent dans une pétition l'intervention soviétique en Afghanistan (Rony, Bruhat, Spire, C. Clément, Kaisergruber, etc.).

Mais ce qui inquiète le plus la direction du PCF dans la fronde des intellectuels, c'est qu'elle ne constitue que l'aspect immédiatement visible de la crise du stalinisme. A la différence des années antérieures à Mai 68, la contestation interne n'est plus limitée aujourd'hui à des cercles restreints d'intellectuels, voire même aux interrogations qui ont surgi depuis quelque temps déjà sur l'URSS; elle touche aujourd'hui à la racine même de la politique concrète du PCF en France : comme le montre l'écho dans le PCF de la pétition « Pour l'union dans les luttes », les questions qui sont à présent au centre de la crise du PCF sont celles de l'unité et, de la nécessité de chasser le gouvernement bourgeois.

Le conseil national avait pour fonction politique de « reprendre en main les intellectuels et, tout en assurant respecter leur « spécificité », de réaffirmer l'existence du « centralisme démocratique ». Mais le temps n'est plus où la direction pouvait s'en tirer avec quelques exclusions sélectives. Les déclarations récentes, comme celles de Fiterman le 10 janvier dernier, annoncent un net « durcissement » de la direction : « Quelques camarades se joignent au concert de ceux qui rêvent dans ce pays d'avoir le champ libre pour



poursuivre leur politique féroce. Leur attitude n'a rien à voir avec une attitude communiste. Elle suscite une grande indignation légitime, une colère grandissante dans nos rangs. » Un « dernier avertissement » non déguisé pour Elleinstein, Rony, etc. Reste à voir si « l'entreprise de séduction », en balance, de la direction du PCF envers la masse des intellectuels du parti sera couronnée de succès. Il est permis d'en douter, alors que les prises de position récentes du PCF (Afghanistan, communiqué PCUS-PCF) ont encore aggravé le « malaise ».

Jean-Michel Masson,  
Jean Sohn

#### NOTES

1. Cf. *Critique communiste*, n° 28, juillet 79.
2. Pour cette époque, le lecteur peut se reporter aux très nombreux livres de Lefebvre, Desanti (*les Staliniens*), Tillon, etc.
3. Notamment l'Appel des 121. Cf. le livre de Hamon et Rotman, *les Porteurs de valise*.
4. Cf. le livre de Robrieux, *Notre génération communiste*.
5. David Caute, *les Intellectuels et le PCF*, Gallimard et *les Compagnons de route*, Laffont 1979.
6. Cf. Les livres *Contre Althusser* 10/18, *la Leçon d'Althusser* Jacques Rancière, Idées Gallimard, et P. Fougeyrollas *Contre Lévi-Strauss, Lacan, Althusser*, Savelli.
7. Cf. *Rouge*, n° 818, décembre 78.
8. *Nouvelle critique*, décembre 76.
9. *Nouvelle critique*, « Lutttes pour la culture », juillet 75. Lire aussi de Roland Leroy *la Culture au présent*.
10. Cf. *l'Humanité* du 11 décembre 1979.
11. *Traité d'économie marxiste*, 1971, Éditions sociales.
12. Cf. *traité*, tome 1, page 240.
13. Lire à ce sujet les livres de Mandel *les Etudiants, les intellectuels et la lutte des classes*, 1979 La Brèche. Poulantzas, *les Classes sociales en France*, Point, Le Seuil, et Baudelot et Establet *la Petite Bourgeoisie en France*, Maspero 1974.
14. Cf. Mandel, *op. cit.*, p. 55.



